



La Commune



Les enjeux d'une élection

Pérou: élections et crise de Régime

De même qu'en 1990, un candidat sans parti peut aujourd'hui être élu Président du Pérou. Ollanta Humala, un ex-militaire au discours populiste et anti-impérialiste, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle avec 30,6 % des voix. Le vote pour Humala reflète le rejet par les masses des partis traditionnels et l'inexistence d'une option gouvernementale de gauche. Nous reproduisons ici de larges extraits de l'article paru dans Alternativa socialista, journal du MST, section argentine de l'UIT-IVE Internationale.

En 2001, le peuple péruvien avait voté pour Toledo, un candidat sans parti qui avait pris la tête de la lutte contre la réélection de Fujimori. Depuis son élection, Toledo n'a fait que poursuivre la politique d'alliance avec l'impérialisme de son prédécesseur, bradant les ressources du pays au bénéfice des multinationales et négociant un traité de libre commerce avec les États-Unis. Pour mener cette politique, il a bénéficié du soutien des partis les plus importants de la bourgeoisie et des dirigeants du mouvement des masses. Cet appui, qui a duré jusqu'à la fin de son mandat, lui a permis d'affronter le mécontentement de l'immense majorité de la population et de faire face aux luttes menées par les travailleurs et les paysans pendant ces cinq dernières années.

Ce véritable gouvernement d'unité nationale formé autour du soutien à Toledo a affaibli une solution de rechange bourgeoise bâtie sur la reconstruction d'une variante bipartite. Sous le mandat de Toledo, les masses ont approfondi leur expérience de la politique des partis traditionnels et, en l'absence d'une possibilité réelle à gauche, elles se sont rendues aux urnes pour voter pour un candidat qui, avec un programme nationaliste et la promesse de convoquer à une Assemblée Constituante en cas de victoire aux élections, a su exprimer le mieux leur état d'esprit.

Qui est Humala ?

Il s'est fait connaître en prenant la tête d'une rébellion contre Fujimori en 2000 alors qu'il était dans l'armée avec le grade de commandant. En 2002 et 2003, il a été successivement attaché militaire à Paris et Séoul. À son retour au pays, il a préparé sa candidature en présentant un programme incluant la nationalisation d'entreprises, le refus de signer un accord d'intention avec le FMI, la révision des contrats signés avec les multinationales, la convocation d'une Assemblée Constituante et la défense des cultivateurs de coca.

Et maintenant ?

Aujourd'hui, il se présente au second tour des élections dans une recherche de dialogue avec le gouvernement des États-Unis tout en garantissant aux multinationales qu'il n'y aura pas d'expropriations et que la renégociation des contrats n'aura pour objet que le niveau des impôts qu'elles doivent payer à l'État péruvien. Pour autant, il reste le seul candidat susceptible de gagner les élections sur la base d'un programme de rupture avec le Régime de Fujimori et sa constitution de 1993.

Le point le plus élevé des luttes du peuple péruvien a été sans conteste les manifestations contre la signature du traité de libre commerce avec les États-Unis et la privatisation des services publics. En mars, juin et juillet 2005, des dizaines de milliers de salariés et de petits paysans ont manifesté contre ce traité et contre la privatisation du service des eaux et de l'assainissement.

Le rejet des institutions du Régime est massif : selon les sondages, 92 % de la population péruvienne veulent un changement de modèle économique, 70 % sont hostiles au traité de libre commerce que le gouvernement actuel veut signer avant la fin de son mandat et un même pourcentage se prononce pour la révision des contrats qui favorisent les entreprises étrangères. 60 % de la population sont pour une Assemblée Constituante et 90 % n'ont aucune confiance dans les députés actuels.

Selon la Banque mondiale 51,6 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté - 72 % dans les campagnes - et 19 % sont dans un état de pauvreté extrême. Ces chiffres, qui donnent l'ampleur des conséquences de la crise économique affectant le peuple péruvien, permettent de comprendre les résultats du premier tour des élections présidentielles.

À une semaine du deuxième tour, qui verra s'affronter Ollanta Humala et Alan García Pérez, ex-président de l'APRA,  les masses pensent qu'un changement dans leur angoissante situation matérielle passe par l'accession au pouvoir du premier. Dans tous les cas, le nouveau Président du Pérou n'aura pas un chèque en blanc.

Modifié le mercredi 17 mai 2006

Voir aussi dans la catégorie Pérou

Les enjeux d'une élection

De même qu'en 1990, un candidat sans parti peut aujourd'hui être élu Président du Pérou. Ollanta Humala, un ex-militaire au discours populiste et anti-impérialiste, est arrivé en tête au... >>

Liberté pour Nelson Palomino

Nelson Palomino, secrétaire général de la Confédération nationale des Producteurs Agricoles des régions de Coca du Perou (Conpaccp), est en détention depuis le mois de février 2003, accusé... >>
